Le Burundi appelle à la rescousse l’UA dans ses démêlés avec le Rwanda

PANA, 05 avril 2018 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a pressÃ©, mercredi, dans un long communiquÃ©, lâ€™Union africaine (UA), de rappeler au Rwanda Â« les rÃ¨gles Ã©lÃ©mentaires rÃ©gissant cette auguste fam africaine, en commenÃ§ant par le principe de bon voisinageÂ» qui est, pour le moment, mis Ã mal par des accusations rÃ©currentes de dÃ©stabilisation mutuelle entre les deux plus proches voisins de la sous-rÃ©gion des Grands Lacs africains.
La tension repart de plus belle au lendemain de lâ€™expulsion de plus de 2.500 demandeurs dâ€™asile burundais qui refusaient, sous prÃ©texte de leurs croyances religieuses, lâ€™enregistrement biomÃ©trique et les soins mÃ©dicaux de base, dont la vaccination des plus petits, ce que Kigali a trouvÃ© inacceptable sur son territoire. Les mÃªmes rÃ©fugiÃ©s de la discorde sâ€™Ã©taient repliÃ©s au Rwanda aprÃ¨s avoir refusÃ© lâ€™enregistrement biomÃ©trique en RÃ©publique dÃ©moc Congo, leur premier pays dâ€™accueil, laissant derriÃ¨re eux une trentaine de compagnons dâ€™infortune, tombÃ©s sous les balles et plus de 180 blessÃ©s, dans des Ã©chauffourÃ©es avec la Police congolaise. Â Â«Selon les premiÃ¨res dÃ©clarations de ces rapatriÃ©s forcÃ©s, ils auraient Ã©tÃ© plutÃ´t refoulÃ©s du Rwanda parce quâ€™ils refusaient dâ€™Ãªtre recrutÃ©s po des groupes armÃ©s en vue dâ€™attaquer le Burundi, les plus jeunes, soit prÃ¨s dâ€™un millier de jeunes filles et garÃ§ons confondus, ayant Ã©tÃ© retenus pour Ãªtre enrÃ´lÃ©s de force dans des groupes criminelsÂ», charge le communiquÃ© officiel. Lâ€™autre grief contre le Rwanda est quâ€™il hÃ©berge Â«une partie des putschistes et des terroristes qui ont endeuillÃ© le B lors des violences de 2015 Â», consÃ©cutives Ã la candidature de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, troisiÃ¨me quinquennat, jugÃ© contraire Ã la Constitution, par ses adversaires politiques, rappelle-t-on. Le communiquÃ© soutient Â«quâ€™une fois de plus, toutes ces manÅ“uvre ne visent quâ€™Ã perturber le processus du rÃ©fÃ©rendum constitu coursÂ», tout en rassurant que des mesures appropriÃ©es ont Ã©tÃ© prises pour sÃ©curiser les opÃ©rations de vote et en mettant en garde les Â«perturbateurs, condamnÃ©s Ã essuyer le mÃªme Ã©chec que lors des tentatives prÃ©cÃ©dentesÂ». A Burundi, le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel, qui divise et braque la classe politique nationale, a Ã©tÃ© dÃ©jÃ programmÃ© pour mai prochain. Au-delÃ des frontiÃ¨res nationales, Â«lâ€™enrÃ´lement forcÃ© des rÃ©fugiÃ©s burundais, dont des enfants min dans des groupes armÃ©s Â», constitue une autre Â«violation graveÂ» des TraitÃ©s et Conventions internationales que le Rwanda a lui-mÃªme ratifiÃ©s, notamment le recrutement, lâ€™entrainement militaire et lâ€™armement des rÃ©fugiÃ©sÂ», cha Bujumbura. Le communiquÃ© officiel demande, en consÃ©quence, Â«au PrÃ©sident de la Commission de lâ€™Union africaine de rappeler au Rwanda, dont le chef de lâ€™Etat actuel, Paul Kagame, assure la prÃ©sidence de lâ€™UA pour cette annÃ©e, respecter les rÃ¨gles Ã©lÃ©mentaires rÃ©gissant cette auguste famille africaine, en commenÃ§ant par le principe de bon voisinageÂ». Le texte du communiquÃ© sâ€™appuie sur la Convention de lâ€™Organisation de lâ€™UnitÃ© africaine (OUA) d rÃ©gissant les aspects propres aux problÃ¨mes des rÃ©fugies en Afrique, en son Art II, AlinÃ©a 6 stipulant que: "Les Etats signataires sâ€™engagent Ã interdire aux rÃ©fugies Ã©tablis sur leurs territoires respectifs dâ€™attaquer un quelconque Etat m de lâ€™OUA par toute activitÃ© qui soit de nature Ã faire naÃ®tre une tension entre les Etats membres et notamment par les armes, la presse Ã©crite,...". Dâ€™un autre cÃ´tÃ©, le communiquÃ© se rÃ©fÃ¨re Ã la Â«Convention de Niamey de lâ€™UA s CoopÃ©ration TransfrontaliÃ¨re, en ses Art 2, 3 et 4 sur la SÃ©curitÃ© Â» qui nâ€™est pas non plus respectÃ©e par le Rwanda Â«mettant ainsi en pÃ©ril un texte fondamental rÃ©gissant cette OrganisationÂ». Le gouvernement burundais dit avoir rÃ©cemment encore portÃ© Ã la connaissance du PrÃ©sident de la Commission de lâ€™Union africaine, Ã la veille du somme Kigali, au Rwanda, sur la Zone de Libre Echange Continentale, du 17 au 21 mars 2018, Â« pour dÃ©noncer lâ€™absence dâ€™Ã©volution dans le rÃ¨glement du litige opposant le Burundi Ã son voisin insensible au respect de ses engagements vis-Ã vis de la CommunautÃ© internationale quâ€™est le RwandaÂ». Le gouvernement demande aux autoritÃ©s rwandaises, quâ€™ plus de ceux de cette catÃ©gorie qui viennent dâ€™Ãªtre autorisÃ©s de rentrer, de Â« libÃ©rer et laisser rentrer tous les autres rÃ©fugiÃ©s burundais pris en otage avec la complicitÃ© de certains agents du HCR-Rwanda pour des fins de spÃ©culations inacceptablesÂ». Le Haut commissariat des Nations Unies aux rÃ©fugiÃ©s fait Ã©tat de prÃ¨s de 430.000 Burundais encore en exil depuis la crise Ã©lectorale de 2015, dont plus de 80.000 recensÃ©s au Rwanda et autour de 275.000 en Tanzanie, le reste Ã©tant Ã©tabli en Ouganda et en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, dans de moindres proportions.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});